



N°1258
26 avril
au 16 mai 2024



Focus

L'intelligence artificielle (IA), entre menaces et opportunités, 06/05/2024

<https://www.cybermalveillance.gouv.fr/tous-nos-contenus/actualites/intelligence-artificielle-ia>

Si les concepts de l'intelligence artificielle datent des années 50 et qu'elle est intégrée dans de nombreuses solutions depuis maintenant plusieurs dizaines d'années, l'année 2023 aura été marquée pour le grand public par la découverte de l'intelligence artificielle générative et notamment celles basées sur les grands modèles de langage.

Un outil de cartographie des métiers concernés par l'intelligence artificielle dans les collectivités / DEMOURES Cyril

CNFPT INET, 04/2024, 30 p.

https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2024-04/Cartographie_metiers_concernes_IA.pdf

L'intelligence artificielle (IA) s'imisce dans le quotidien des collectivités. Comme l'informatique dans les années 1980 et l'Internet dans les années 2000, cette nouvelle (r)évolution technologique conduira à des changements significatifs pour l'organisation du travail, transformant de nombreux métiers.



Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



On vous signale une expérience

Action éducative/Restauration scolaire/Sport

Mixité scolaire : « La ségrégation sociale est le véritable fléau de l'école »

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 22-23

<https://www.lagazettedescommunes.com/926680/la-segregation-sociale-est-le-veritable->

Najat Vallaud-Belkacem, ancienne ministre de l'Education nationale et conseillère régionale (PS) d'Auvergne - Rhône-Alpes revient sur le sujet de la mixité scolaire avec le sociologue de l'éducation, François Dubet. Tous deux cosignent l'ouvrage « Le Ghetto scolaire. Pour en finir avec le séparatisme ».



Toute la communauté scolaire unie contre le harcèlement

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 47

<https://www.lagazettedescommunes.com/925993/toute-la-communaute-scolaire-unie->

La région Nouvelle-Aquitaine soutient le programme Sentinelles et référents pour lutter contre les phénomènes de bouc émissaire.

Paris 2024 : des Jeux sans joie [Dossier] / DESCAMPS Philippe, HEMMERICH Margot, VIALET Frederique

Monde diplomatique (Le), 05/2024, n° 842, p. 11-14

Du 26 juillet au 11 août prochains, Paris accueillera plus de dix mille athlètes et le double de journalistes pour les Jeux olympiques, "le plus grand événement jamais organisé en France". Les Jeux paralympiques suivront du 28 août au 8 septembre. Comme tous les quatre ans, les promoteurs de ce grand spectacle sportif international entendent tirer les leçons des ratages précédents, mais les nouvelles promesses sociales et environnementales méritent examen. La fabrique de la ferveur reste une affaire trop sérieuse pour être délaissée par les autorités politiques, qui ciblent tous les publics, notamment dans le champ culturel. Tout à la gloire de la "gagne", cet usage du sport n'a pas forcément les vertus qu'on lui prête.

Les territoriaux mouillent le maillot

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p. 24-26

<https://www.lagazettedescommunes.com/924839/les-territoriaux-aussi-mouillent-le-maillot/>

Prisés des pompiers et policiers, les tournois sportifs de la territoriale ont une résonance plus forte en cette année olympique. Leurs organisateurs y mixent compétition et convivialité, avec le soutien des collectivités et de partenaires privés.

Cours d'empathie : à vos mouchoirs !

Cerveau&Psycho, 03/2024, n° 163, p. 78-80

Pour endiguer le fléau du harcèlement scolaire, le gouvernement souhaite mettre en place des cours d'empathie à l'école. Seul problème : le lien entre manque d'empathie et harcèlement n'est pas prouvé...

Élèves et écrans : performance académique et bien-être / Direction de l'Education et des Compétences de l'OCDE, 2024, 22 p.

https://www.oecd.org/pisa/aboutpisa/French%20V3_WEB.pdf

L'utilisation excessive d'appareils numériques à des fins de loisirs en classe peut avoir un impact négatif sur les résultats scolaires des élèves.

L'environnement numérique offre des opportunités éducatives mais présente également des risques tels que le cyberharcèlement, l'exposition à des contenus inappropriés ou encore des problèmes de protection de la vie privée.

Des études ont montré un lien positif entre les capacités de lecture et d'écriture des enfants et le temps passé à regarder un écran en famille, mais ce lien est négatif lorsque ce visionnage était réalisé seul.

L'accès à la technologie numérique est essentiel pour l'éducation mais des efforts devraient être faits pour s'assurer que tous les élèves ont accès aux outils et ressources numériques nécessaires avec le soutien et la supervision adaptés à leur âge.

[Retour sommaire](#)

Action internationale/Europe

La participation des jeunes à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement et solidarité internationale de la France : enjeux, perspectives et modalités

Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, 03/2024, 55 p.

https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/rapport_jeunesses_gt_cndsi_cle422c95.pdf

L'intégration, de manière transversale, de la participation des jeunes à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de développement et solidarité internationale de la France s'inscrit dans la dynamique de rénovation de la politique de développement portée par la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales du 4 août 2021. Celle-ci renforce la dimension partenariale de l'action de la France, réaffirme l'approche par les droits humains comme principe directeur, dont la participation est un des piliers et affirme l'importance d'associer aux programmes comme aux politiques publiques, en France et dans les pays partenaires, les représentants des sociétés civiles, dont les jeunes.

Afin d'appuyer l'opérationnalisation de cette ambition, un groupe de travail sur la participation des jeunes s'est constitué au sein du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CNDI), avec l'appui de la Délégation pour la société civile, l'engagement citoyen et la jeunesse du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE). Il était co-présidé par Henri Arévalo (Occitanie Coopération / CIRMA), Tanguy Guibert (FAGE) et Michelle Perrot (Plan International France). Ses travaux se sont conclus par une série de recommandations principales, étayées d'expériences inspirantes, visant l'amélioration des pratiques de toutes les parties prenantes.

Le présent rapport en rend compte autour de quatre axes :

1. Les différentes formes de participation des jeunes et le nécessaire renforcement d'un environnement favorable
2. Le renforcement de la capacité d'agir des jeunes et des organisations de jeunes
3. La participation des jeunes aux espaces formels et informels de décision et de concertation de la politique de solidarité internationale de la France, en France et dans les pays partenaires de la France
4. L'intégration transversale d'une approche par les droits humains appliquée aux jeunes dans la politique de solidarité internationale de la France.

Aménagement et développement des territoires

Collectivités cherchent logement abordable désespérément

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 42-44

<https://www.lagazettedescommunes.com/926666/collectivites-cherchent-logement-abordable->

Du fait de la crise, et du manque de foncier accessible, les collectivités sont confrontées aux besoins de production de logements abordables. Ces logements s'adressent aux personnes seules ou aux familles quand le prix du marché libre est trop élevé pour leurs revenus : 70 % des Français y sont éligibles. Les solutions pour le logement abordable sont multiples : le bail réel solidaire, le droit de préemption. . . mais aussi une implication plus forte de l'Etat.

Ce qu'il faut retenir de la loi sur les services express régionaux métropolitains

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 56-58

- Objectif

La loi du 27 décembre 2023 est relative au développement de réseaux express régionaux métropolitains dans dix grandes agglomérations.

- Définition

Les services express régionaux métropolitains sont une offre multimodale de services de transports collectifs publics.

- Régime dérogatoire

L'obtention du statut de services express régionaux métropolitains permet de bénéficier de moyens dérogatoires au sein des règles d'urbanisme.

[↩ Retour sommaire](#)

Le nouveau visage des zones commerciales [Dossier]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p.34-39

Nées dans les années 70, les zones commerciales d'entrées de ville sont à un tournant : bien qu'elles continuent d'attirer les consommateurs, elles correspondent à un modèle du tout bitume et de la voiture qui n'est plus soutenable.

Le gouvernement a lancé un plan de modernisation en septembre dernier avec des simplifications réglementaires et des subventions afin de faire émerger des projets portés par les collectivités.

De leur côté, les élus locaux travaillent en partenariat avec les petites et les grandes foncières afin de sortir de la mono-activité et du tout voiture. Et tentent de ne pas perdre la maîtrise de l'aménagement de leur territoire.

Politique vélo : un appel à projets de l'Ademe pour booster les aménagements cyclables en dehors des grandes villes

Maire-info.com, 19/04/2024

<https://www.maire-info.com/mobilite-durable/politique-velo-un-appel-projets-ademe->

L'Ademe a dévoilé hier les 184 premiers lauréats de son appel à projets « AVELO 3 » qui vise à accompagner des territoires peu et moyennement denses dans la définition et la mise en œuvre de leur politique cyclable.

Le télétravail, un enjeu pour la mobilité quotidienne ?

Cerema.fr, 18/04/2024

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/teletravail-enjeu-mobilite-quotidienne>

En permettant à une partie des actifs de travailler depuis leur domicile, le télétravail est venu remodeler leurs programmes d'activité. Quelles sont les conséquences sur les pratiques de mobilités ? Les EMC² nous apportent de premiers éclairages : un peu moins de déplacements mais surtout un rayon d'action plus réduit autour du domicile le jour de télétravail. Des résultats qui rappellent aussi que la pratique est principalement portée par les cadres, qui constituent par ailleurs des actifs généralement plus mobiles que les autres.



Les territoires de montagne : Épisode 1 - Chastreix. L'enquête sensible, un chemin pour penser la transition à bas bruit / NENERT Benoît, NEGRE Anne-Louise

Dard/Dard, 04/2024, n° 10, p. 106-121

<https://www.cairn.info/revue-dard-dard-2024-1-page-106.htm>

Parce qu'ils ont construit la plupart du temps leur modèle de développement sur la mono-industrie du ski, et parce que celle-ci est aujourd'hui remise en question par le changement climatique, les territoires de montagne s'avèrent être l'un des terrains d'expérimentation les plus riches d'enseignements et d'explorations nouvelles en matière de transition.

Dans le premier épisode de cette série que DARD/DARD leur consacre, nous analysons la démarche élaborée par la commune de Chastreix : l'enquête sensible, pour penser collectivement la nouvelle voie à suivre à partir d'un héritage et sans renier ses attachements.

Les plans Piétons, ça marche !

Techni.cités, 04/2024, n° 372, p. 38-39

<https://www.lagazettedescommunes.com/923388/redonner-de-la-place-a-la-marche->

Replacer les piétons au cœur des politiques de mobilité et d'aménagement des villes devient un enjeu et un objectif dans les collectivités. La marche en ville, et pas uniquement dans les centres-villes, nécessite une vision globale et une planification, que permettent les plans Piétons.

Culture

Bibliothécaires sans frontières

Livres hebdo, 05/2024, n° 42, p. 56-59

Il existe deux manières de satisfaire un désir d'évasion : lire des histoires et déménager loin de chez soi. Devenir bibliothécaire à l'étranger permet d'allier les deux.

[↩ Retour sommaire](#)

Pourquoi s'inquiéter de la chute de la lecture chez les jeunes ? / LAURENTIN Emmanuel
Radio France, 18/04/2024, 38 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/le-temps-du-debat/pourquoi-s-inquieter->

Dans sa récente étude sur les jeunes Français et la lecture, le Centre national du livre souligne un "décrochage préoccupant" chez les 7-19 ans. Comment interpréter le rapport des jeunes à la lecture ces dernières années ? Quel rôle joue le numérique ?

Avec : Régine Hatchondo, Présidente du CNL ; Agnès Bergonzi, Responsable du secteur Formation au Centre national de la littérature pour la Jeunesse ; Cécile Chabaud, Professeure de lettres au collège

Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



La cyclologiste fait son entrée dans les marchés publics

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 52

<https://www.lagazettedescommunes.com/926624/la-cyclologiste-fait-son-entree->

Val-de-Marne - 1,42 million d'hab.

Le département développe l'utilisation du vélo pour l'acheminement de matériel et les déplacements, avec l'aide de Coopcycle, une fédération spécialisée.

La participation contre rémunération, une solution au désengagement citoyen

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 50-51

POURQUOI ?

La contrepartie financière de la participation des habitants à des dispositifs de concertation peut être un levier de mobilisation et d'inclusion citoyennes.

POUR QUI ?

Cette pratique est intéressante pour les collectivités qui ont besoin de rendre attractifs leurs dispositifs participatifs et celles qui recherchent un public plus varié.

COMMENT ?

Au-delà d'un système de remboursement des frais occasionnés par leur participation, les citoyens sont éligibles à une indemnisation journalière.

Dans l'accès aux services publics, France services fait tampon

Alternatives économiques, 05/2024, n° 446, p. 40-43

Le programme France services offre un accompagnement humain, partout sur le territoire, pour les démarches administratives du quotidien. Mais il suscite aussi des interrogations.

Le bail emphytéotique administratif local, quel est (désormais) son domaine ? / SCHMIEDERER

Morgan

Actualité Juridique. Droit Administratif, 29/04/2024, n° 16/2024, p. 886-894

La jurisprudence judiciaire tend aujourd'hui à requalifier les baux emphytéotiques sur le domaine privé des collectivités publiques en bail emphytéotique administratif dès que les conditions sont réunies. Or, les conditions de recours au bail emphytéotique administratif sont aisées à remplir ; il suffit a priori que l'activité de l'emphytéote ne soit pas étrangère aux compétences de la collectivité bailleresse et que le projet ne s'oppose pas à l'intérêt général. Le risque de requalification des baux emphytéotiques de droit commun en bail emphytéotique administratif s'avère donc très important, ce qui met en péril la sécurité juridique. Il serait dès lors souhaitable de revenir à une lecture fidèle du texte, en considérant qu'un bail emphytéotique administratif peut être conclu sur le domaine privé uniquement si les parties ont manifesté la volonté de se soumettre à ce régime.

[↩ Retour sommaire](#)

L'égalité femmes-hommes, c'est aussi dans la commande publique !

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p. 40-42

<https://www.lagazettedescommunes.com/924934/legalite-femmes-hommes-cest-aussi->

La commande publique peut être un levier pour favoriser l'égalité, lutter contre les stéréotypes de genre et les discriminations, et ce, quelles que soient les politiques publiques.

Les acheteurs publics peuvent intégrer des considérations relatives à l'égalité femmes-hommes dans les pièces de marchés publics pour un achat socialement plus responsable.

L'acheteur travaille avec les entreprises, observe l'évolution des pratiques, rédige les dossiers de consultation et fait appliquer ses exigences.

La participation au service de la transition [Dossier]

Techni.cités, 04/2024, n° 372, p. 17-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/923380/la-participation-au-service-de-la-transition->

Depuis les années 1990, la mise en œuvre de dispositifs participatifs dans l'élaboration des projets et politiques publiques s'est démultipliée. En parallèle, la participation fait l'objet de nombreuses critiques, voire de défiance. À l'échelle locale, quand et pourquoi engager une démarche de participation, à quelle condition portera-t-elle ses fruits ? Que peut apporter le dialogue avec des citoyens "ordinaires" et l'ensemble des parties prenantes en complément de l'expertise technique, dans des domaines comme les risques, la mobilité, l'aménagement ? Que peut-on attendre de la participation et de la coopération dans une perspective de transition écologique et solidaire ?

À la recherche de "l'attractivité perdue" dans les collectivités

Horizons publics, 04/2024, n° Hors-série Printemps 2024, p. 10-57

Un hors-série en partenariat avec les ETS organisés par le CNFPT et pilotés par l'Institut national des études territoriales (INET).

Au sommaire :

- Entretien avec Jean-Yves Ottmann : "l'organisation du travail et les pratiques managériales, deux leviers d'action pour améliorer l'attractivité", par Julien Nessi
- Congrès des maires 2023 : l'urgence de redonner du sens au travail, par Philippe Pottée-Sperry
- Entretien avec Florence Peleau-Labigne : "il faut utiliser tous les leviers qui sont à notre disposition en matière d'attractivité et de fidélisation", par Baptiste Gapenne
- Parité des équipes de direction générale : un facteur d'attractivité ?, par Hugues Périnel
- Action sociale et qualité de vie au travail : des atouts pour attirer et fidéliser, par Jean Dumontel
- Entretien avec Ibrahima Fall : "ce sont les collectifs de travail qui redonneront de l'attractivité aux métiers de la territoriale", par Julien Nessi
- Le logement des agents territoriaux : levier d'attractivité ou nécessité pour la continuité du service public, par Océane Lefebvre, Soizic Adam et Valérie Vithé
- Data et IA : un nouveau levier d'attractivité pour la fonction publique territoriale ? , par Patrick Louis, Cyril Philis et Eve Albergel
- DEN.bzh : une marque employeur au service des collectivités locales bretonnes, par Baptiste Gapenne
- Comment dépasser les constats de la crise de l'attractivité, par Jean-Luc Lods

Les communes et le contentieux funéraire depuis la loi du 8 janvier 1993 : entre éclatement et dénouement / ETAME SONE Verlaine

Revue française de droit administratif, 03/2024, n° 2, p. 267-275

Bilan de la loi « Sueur » n° 93-23 du 8 janvier 1993, qui a mis fin au monopole communal dans l'organisation des obsèques et qui a eu pour effet d'éclater le contentieux tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif.

Emploi/Formation

Coup d'accélérateur sur la formation numérique des agents

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 13

<https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc>

Dématérialisation, hausse des risques « cyber », déploiement de l'IA. . . les agents sont impactés par la transition numérique.

[Retour sommaire](#)

Le contrat d'apprentissage dans la FPT

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, p. 32-33

Les deux principales spécialités choisies par les apprentis sont l'aménagement paysager et le travail social, mais d'autres métiers sont couverts par les formations d'apprentissage. L'apprenti perçoit une rémunération dont le montant correspond à un pourcentage du Smic calculé en fonction de son âge et de son ancienneté.

Apprentissage : le CNFPT ne peut financer que 9 000 contrats sur 21 000 demandes

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 26/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/925686/apprentissage-le-cnft-ne-peut-financer>

Le nombre d'apprentis dans la territoriale pourrait atteindre des records... Si, et seulement si, le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT) était bien en capacité de financer les contrats. Car, pour 2024, le financement atteint moins de la moitié des besoins exprimés.

Utiliser la vidéo pédagogique en formation

Digital Learning Academy, 25/04/2024

<https://digital-learning-academy.com/utiliser-la-video-pedagogique-en-formation/>

La vidéo pédagogique est un des outils les plus innovants. Il rend l'apprentissage accessible et motive les apprenants.

Quelles sont les étapes de la réalisation d'une vidéo pédagogique ? Comment choisir le bon format, le matériel et les outils adaptés ? Comment progresser et renforcer la qualité des productions ?

La boîte à outils du formateur (augmenté)

Digital Learning Academy, 18/04/2024

<https://digital-learning-academy.com/la-boite-a-outils-du-formateur-augmente/>

Rassembler les meilleurs outils, ressources, applications, outils IA pour révolutionner nos pratiques et rendre l'apprentissage plus ludique, efficace et engageant, voilà l'objectif de cette boîte à outils créée grâce à l'intelligence collective des lecteurs de la newsletter Inspiration Soft Skills.

CPF : ce qui change à partir de mai 2024

Culture-rh.com, 17/04/2024

<https://culture-rh.com/cpf-reste-a-charge-2024/>

CPF et reste à charge, quelles sont les nouvelles règles ?

L'entretien professionnel double les chances d'accéder à la formation

managementde laformation.fr, 11/04/2024

<https://www.managementde laformation.fr/la-formation-en-chiffres/2024/04/11/entretien->

Pour se former, il ne suffit pas de vouloir : encore faut-il pouvoir. La qualité de la politique de développement des compétences mise en œuvre dans l'entreprise compte pour beaucoup dans l'accès à la formation. Ainsi, les salariés qui veulent se former ont deux fois plus de chances d'y parvenir s'ils ont bénéficié d'un entretien professionnel que dans le cas contraire. C'est ce que nous apprend une étude du Céreq parue ce mois-ci.

Des compétences pour relocaliser l'alimentation

Techni.cités, 04/2024, n° 372, p. 62-63

<https://www.lagazettedescommunes.com/923839/de-nouvelles-competences-dans-les->

Face au changement climatique, à la baisse du nombre d'agriculteurs et à l'augmentation de la précarité alimentaire, de nombreuses collectivités s'engagent en faveur de la transition agroécologique et alimentaire en recrutant de nouveaux profils.

[Retour sommaire](#)

Finances publiques/Gestion locale

Finances locales : La masse salariale au cœur du bras de fer État -collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 8-10
<https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=>

Dans la territoriale, la pression s'accroît face à des contraintes financières toujours plus fortes. La masse salariale est dans le viseur de l'État qui considère que les collectivités peuvent faire encore un effort. Un procès injuste selon les acteurs locaux.

Dépenses publiques : où va l'argent ? / BRICE Benjamin

Esprit, 05/2024, n° 509, p. 24-27

"Pourquoi les dépenses publiques sont-elles si élevées en France ? Pourquoi n'arrive-t-on pas à les faire baisser ? Et pourquoi, malgré cela, les services publics se dégradent-ils ? Bref, où va l'argent ?"

Les disparités de situation financière entre départements / HERNU Patrice

LFT : lettre du financier territorial (La), 05/2024, n° 398, Cahier 3 - Fiche Technique

Le territoire français regroupe un ensemble très disparate de collectivités territoriales, composé de près de 35 000 communes, 101 départements et 18 régions. De ce fait, un diagnostic financier globalisant ne saurait caractériser des situations très diversifiées.

Ainsi, le diagnostic financier positif, émis pour l'ensemble des départements au terme de l'exercice 2022, mérite-t-il d'être révisé pour l'exercice 2023.

En effet, en 2022 l'épargne brute avait progressé de + 5,8% par rapport à 2021 et elle se situait à près de 3 Md€ en plus par rapport à 2019. Le produit des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) avait encore progressé de + 1,7% en 2022, après + 27% en 2021, la fraction de TVA allouée aux départements enregistrant une augmentation de + 9,1% par suite de la hausse de la consommation et de l'inflation. Les départements dans leur ensemble avaient pu augmenter leurs dépenses d'équipement de + 9,1%, tout en restant globalement largement en dessous du seuil critique de capacité de désendettement de 10 ans, avec un ratio moyen de 2,75 années.

Mais ce diagnostic d'ensemble très positif ne peut être renouvelé pour l'exercice 2023 car, d'une part, certaines évolutions financières, notamment du produit des DMTO, ou des charges d'aide sociale, laissent augurer un début de retournement de la situation financière d'ensemble des départements et, d'autre part et surtout, un plus grand nombre de départements sont confrontés à une détérioration de leur équilibre financier.

Cette détérioration avait d'ailleurs conduit, dès la loi de finances pour 2020, à créer un fonds de sauvegarde des départements en difficulté financière, qui concrétise la prise en compte des disparités de leur situation financière, tant du point de vue de leurs ressources, que du point de vue de leurs charges, synthétisées dans le tableau présenté ci-après

Horizons budgétaires incertains pour les collectivités territoriales

LFT : lettre du financier territorial (La), 05/2024, n° 398, p. 16-18

Avis de tempête ou simple passage nuageux pour les finances des collectivités territoriales ? Depuis quelques semaines, les nouvelles préoccupantes s'accumulent, faisant ressurgir certains souvenirs de la décennie passée : contribution à la réduction des déficits publics, baisse des dotations. . . Or, le ralentissement de la conjoncture économique nationale actuellement constaté et l'aggravation de la situation du déficit public constituent deux ingrédients qui justifient une nouvelle recherche d'économies budgétaires, qui n'épargnera pas les collectivités territoriales. Le présent article propose de revenir sur les principaux éléments expliquant le contexte actuel avant de faire le point sur l'état de la réflexion actuelle autour d'une contribution des collectivités à la maîtrise des déficits publics.

Politique de cohésion : les plus petites communes ne voient pas toujours les fonds

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p.16-17
<https://www.lagazettedescommunes.com/925034/politique-de-cohesion-les-plus-petites->

Depuis 10 ans, la politique de cohésion est gérée par les régions. Malgré un bilan positif, les petites communes déplorent les difficultés à accéder aux fonds. En cause, les priorités fixées par la Commission européenne et la complexité administrative.

[☞ Retour sommaire](#)

Opportunité des poursuites par le Procureur financier : du mythe à la réalité / LE BRIS Gildas
Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 04/2024, n° 4, p. 234-237

Le monopole des poursuites est une prérogative du procureur financier, mais quid de l'opportunité de son action ? Dans la pratique, il s'est arrogé cette compétence en l'absence de disposition explicite en ce sens. Un nouveau fondement juridique accrédite dorénavant cette évolution, vers une finalité ciblée des poursuites.

Fonction publique/Statut

Dix ans du Rifseep : la territoriale affirme sa politique salariale

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p.24-26
<https://gazette-pvgpsla6.lagazettedescommunes.com/fr/pvPageH5B.asp?puc=>

Lisibilité du système de primes, valorisation des fonctions, de l'expérience, de l'engagement et de la manière de servir, équité salariale. . . qu'a changé le Rifseep dans les collectivités dix ans après sa création ?

Fonction publique : des propositions pour dépeussier les concours

Localtis.info, 06/05/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/fonction-publique-des-propositions-pour-depoussier>

Un manifeste élaboré par la plateforme Profil public, en partenariat avec l'association la Cordée, met en avant 20 pistes pour moderniser les concours de la fonction publique. Particulièrement concrètes, elles ont été formulées à partir de témoignages de jeunes candidats ou en emploi dans la fonction publique.

Secrétaire de mairie : tout savoir sur la loi du 30 décembre 2023

Lagazettedescommunes.com, 02/05/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/926654/>

Dans cette analyse, Pauline Armand, avocate au cabinet Adaltys, décrypte les dispositions de la loi du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie.

Le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux [10 questions]

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p.32-33

<https://www.lagazettedescommunes.com/437895/les-administrateurs-territoriaux->

Ce cadre d'emplois est accessible après inscription sur une liste d'aptitude établie après concours (xterne, interne ou 3ème concours) ou par le biais de la promotion interne.

Une fois lauréats de l'un des concours d'accès au cadre d'emplois, les candidats sont nommés élèves du CNFPT pour une période de dix-huit mois.

Les lauréats du concours externe et qui ont présenté une épreuve adaptée aux titulaires d'un doctorat bénéficient d'une bonification d'ancienneté.

La fonction publique territoriale suscite l'intérêt croissant des surdiplômés : « Ce que je voulais, c'est être au service du citoyen »

Lemonde.fr, 29/04/2024

<https://www.lemonde.fr/campus/article/2024/04/29/la-fonction-publique-territoriale->

A l'Institut national des études territoriales, le nombre de candidats au concours d'entrée croît depuis quatre ans. Les étudiants y voient une possibilité de s'investir concrètement dans le service public de proximité.

Pour une autre forme à la réforme de la fonction publique / THEURET Johan

Fondation Jean Jaurès, 24/04/2024

<https://www.jean-jaures.org/publication/pour-une-autre-forme-a-la-reforme-de-la-fonction-publique/>

Le gouvernement annonce une nouvelle loi concernant la fonction publique. Son projet de loi « pour l'efficacité de la fonction publique » sous-entend que les défis rencontrés ont trait prioritairement à une insuffisance d'efficacité et moins à un manque d'attractivité et de fidélisation. Johan Theuret, co-fondateur du Sens du service public et ancien président de l'Association des DRH des grandes collectivités, propose ici une autre approche.

[Retour sommaire](#)

Baromètre sens au travail dans la fonction publique - Résultats de l'enquête menée sur 2400 agents (partie 1)

Lagazettedescommunes.com, 04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/telechargements/2024/04/barometre-sens-du-travail>

L'Observatoire National des RPS dans la Fonction Publique a initié son premier baromètre « sens au travail » le 13 décembre 2023.

Le corpus de questions constituant l'enquête portant spécifiquement sur la dimension des éléments et composantes du sens au travail s'appuie sur des données utilisées, reconnues et validées scientifiquement.

Quel est le profil sociodémographique des agents de la fonction publique ? / Ministère de la Transformation et de la fonction publiques / Direction générale de l'administration et de la fonction publique, 04/2024, 8 p.

<https://www.fonction-publique.gouv.fr/files/files/Publications/Publications%20Etudes>

Les agents de la fonction publique en 2022 sont plus souvent des femmes (64 %) et des personnes de 50 ans et plus (41 %) que les autres personnes en emploi ou au chômage. Les femmes sont notamment majoritaires parmi les aides-soignants (neuf sur dix) et dans les professions intermédiaires de la santé et du travail social (huit sur dix), métiers principalement exercés dans la fonction publique hospitalière.

Violences sexistes et sexuelles dans les collectivités territoriales : Quelles réponses juridiques ? / DIDRICHE Olivier, SALMON Mathilde

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 04/2024, n° 4, p. 225-230

Suite à la libération de la parole et aux différents mouvements liés au sujet des violences sexistes et sexuelles, la société prend de plus en plus en compte ces problèmes pouvant s'exercer dans la sphère privée ou bien professionnelle.

L'article fait le point sur les différentes réponses juridiques disponibles, en particulier au sein de la fonction publique.

Information/Communication/TIC

L'intelligence artificielle, une nouvelle collègue au banc d'essai

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 06/05/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/926068>

Les expérimentations sur l'intelligence artificielle fleurissent dans les collectivités. Une nouvelle pratique qui suppose d'en mesurer les impacts tant sur l'organisation du travail des agents que sur le rapport à l'usager.

Cybersécurité : à l'approche des JO, une vigilance renforcée s'impose aux collectivités

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 29/04/2024, n° 2713, p. 12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/925274/cybersecurite-a-lapproche-des-jo-une-vigilance>

Les Jeux Olympiques de Paris n'impliquent directement qu'une poignée de collectivités. Mais les administrations territoriales sont bien toutes concernées sur le terrain de la cybersécurité, la faute à des attaques informatiques qui devraient brasser très large.

Transformation publique : priorité sur l'IA, le numérique, la simplification et les services publics

Vie-publique.fr, 29/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/293915-8e-comite-de-la-transformation-publique-quelles-priorites>

Intelligence artificielle et numérique, simplification, accès aux services publics. . . sont les trois grands axes du 8e comité interministériel de la transformation publique (CITP), rendez-vous gouvernemental qui s'est tenu le 23 avril 2024, sous la présidence du Premier ministre.

<https://www.modernisation.gouv.fr/presse/8e-comite-interministeriel-de-la-transformation>

[☞ Retour sommaire](#)

Oser prendre la parole en public : comment dépasser ses limites et s'exprimer avec confiance

Mag des compétences, 23/04/2024

<https://www.comundi.fr/mag-des-competences/osser-prendre-la-parole-en-public->

Dans la vie professionnelle et dans la vie pratique, la capacité à s'exprimer en public est une compétence précieuse. Que ce soit pour présenter un projet, animer une réunion, défendre une idée ou simplement créer du lien avec son auditoire, savoir parler en public est une clé essentielle du développement personnel et professionnel. Cependant, beaucoup éprouvent une grande difficulté à franchir le cap de la prise de parole devant un auditoire. La peur du jugement, le manque de confiance en soi ou encore la crainte de ne pas être à la hauteur sont autant de freins qui peuvent entraver notre capacité à nous exprimer avec assurance et authenticité.

La cybersécurité, l'affaire de tous

Lagazettedescommunes.com, 12/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/secureite-informatique-comment-se->

Même si le nombre d'attaques semble s'être stabilisé en France ces derniers mois, la cybermenace reste très forte. Les collectivités ne doivent pas baisser la garde et, au contraire, poursuivre leurs efforts pour élever leur niveau de sécurité. MAILLON FAIBLE - Cet effort est à leur portée. Face à des pirates informatiques opportunistes, les collectivités doivent d'abord faire en sorte de ne pas être les cibles les plus faciles en musclant leurs défenses numériques. HYGIENE NUMERIQUE - La recette de ces efforts de protection élémentaires consiste à adopter une série de règles d'hygiène de base. Si ces dernières n'empêchent pas forcément l'arrivée d'une crise, elles pourront toutefois en diminuer grandement les effets.

Pourquoi l'IA générative va révolutionner le rapport au travail ? / DOUETTEAU Florian

Administration, 01/2024, n° 281, p. 70-72

<https://www.cairn.info/revue-administration-2024-1-page-70.htm?contenu=resume>

Les nouveaux outils d'intelligence artificielle générative vont modifier profondément le rapport au travail chez les « cols blancs ». Il se pourrait que l'on observe dans les années qui viennent une « nouvelle alliance » entre l'homme et l'IA, non seulement pour traiter les tâches répétitives mais aussi et surtout pour apporter aux décideurs humains les éléments d'analyse, de prévision, voire de création qui les rendront plus compétents.

L'intelligence artificielle, rivale ou alliée d'organisations plus humaines ?

Weka.fr, 25/04/2024

<https://www.weka.fr/actualite/tribunes/l-intelligence-artificielle-rivale-ou-alliee-d-organisations->

Face au bouleversement de l'intelligence artificielle générative qui touchera tous les métiers, et nécessitera de réinventer la valeur ajoutée humaine, les dirigeants territoriaux doivent s'atteler à repenser profondément leurs organisations, plaide Jean-Luc Caiveau, consultant et ancien directeur général de collectivité. Son constat : rien ne sera possible sans l'adhésion et l'implication des collaborateurs.

Management/Ressources humaines

« 32 h ! La semaine de quatre jours, c'est possible » : un plaidoyer pour une nouvelle réduction du temps de travail

Lemonde.fr, 09/05/2024

<https://www.lemonde.fr/emploi/article/2024/05/09/32-h-la-semaine-de-quatre-jours-c-est>

Dans son dernier essai, le député européen Pierre Larrourou explique pourquoi le passage aux 32 heures de travail hebdomadaires réparties sur quatre jours permettrait, selon lui, de concilier efficacité économique et bien-être social.

"L'idée est de concilier santé des agents, performance et écologie"

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 28-29

Entretien avec Juliette Tran. Ergonome et doctorante à l'université de Bordeaux, Juliette tran prépare une thèse en Cifre (Convention industrielle de formation par la recherche) sur la transformation du travail au regard des enjeux de transition écologique au sein de Toulouse métropole.

[↩ Retour sommaire](#)

Derrière l'expression, les compétences réelles : les soft skills, entre performance collective et différences individuelles

Info formation (L'), 01/05/2024, n° 10785, p. 9-14

"Les soft skills les plus convoitées en 2024". "Les soft skills que s'arrachent les entreprises". "Les dix soft skills les plus importantes à avoir". L'expression est conjuguée de toutes les manières. Suivent des énumérations variables qui vont de l'esprit critique à l'autonomie en passant par la sacrosainte créativité, ou la coopération. De quoi susciter la méfiance à l'égard de ce mot valise. Pourtant, lorsqu'elles s'inscrivent effectivement dans un environnement professionnel donné, lorsqu'elles sont correctement enseignées et évaluées, ces compétences comportementales peuvent améliorer la performance des individus et des collectifs de travail. Et même favoriser la diversité en entreprise.

Du manager tout-puissant au manager inversé : comment les relations avec les collaborateurs ont basculé, 26/04/2024

<https://www.maddyness.com/2024/04/26/du-manager-tout-puissant-au-manager-inverse>

Le manager d'hier, assigné à un rôle de contrôle, c'est terminé. Plus personne n'en veut... à commencer par les managers eux-mêmes, à l'étroit dans cette posture autoritaire. Incarnée par le traditionnel « bureau du chef », cette figure s'estompe au profit d'un manager-coach au service de son équipe, de plus en plus souvent installé au milieu de l'open space.

Management : peut-il restaurer l'attractivité de la fonction publique ? 25/04/2024

<https://orsys-lemag.com/management-restaurer-attractivite-fonction-publique/>

La fonction publique souffre d'un manque d'attractivité. Outre des difficultés de recrutement, elle peine à fidéliser. « Beaucoup de managers s'en vont », souligne même Caroline Brethenoux, formatrice en management auprès des trois fonctions publiques. Pour elle, restaurer l'attractivité du secteur public passe par une nécessaire transformation managériale. Mais, par où commencer ? Quelles sont les attentes des agents et des managers ? Quels outils et méthodes peuvent permettre de raviver l'engagement des agents ? Voici son éclairage.

Recrutement : le recours à la visioconférence va être élargi dans la fonction publique

Weka.fr, 24/04/2024

<https://www.weka.fr/actualite/fonction-publique/article/recrutement-le-recours-a-la-visioconference>

Un petit pas de plus pour faciliter l'accès à la fonction publique : le recours à la visioconférence lors des concours d'admission, jusqu'ici limité à la fonction publique d'État, va être nettement élargi, selon un projet de décret présenté mardi 23 avril 2024 aux syndicats.

Articulation des temps de vie professionnel et personnel : de nouveaux défis

Conseil économique, social et environnemental, 23/04/2024, 189 p.

https://www.lecese.fr/sites/default/files/pdf/Avis/2024/2024_06_articulation_temps_vie.pdf

Sur saisine de la Première ministre en octobre 2023, le CESE publie un avis sur l'articulation des temps de vie professionnel et personnel. Pour cela, il a mené une enquête via une plateforme citoyenne, a procédé à des auditions et a réalisé un benchmark européen des pratiques en la matière. Au sommaire de cet avis :

Chapitre 1 – Constats :

I- Temps de travail, temps libre : l'état des lieux en France et en Europe

II- La nouvelle équation : une demande de plus de liberté et d'autonomie dans l'articulation des temps de vie sans nuire au collectif de travail

Chapitre 2 - Préconisations

I- Clarifier les zones grises

II- Négocier sur l'articulation des temps de travail

III- Engager toute la communauté de travail dans la révolution managériale

IV- Accompagner le temps personnel

V- Encourager la reconnaissance du temps de l'engagement

Annexes

[Retour sommaire](#)

Série « Toujours plus ! L'économie des excès - Surtravail : quand on aime, on ne compte pas

France culture, 08/04/2024, 59 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/entendez-vous-l-eco/surtravail-quand->

Plus qu'un choix individuel ou simplement pathologique, le surtravail est une tendance déterminée par des facteurs économiques et sociaux.

Avec :

- Lucie Goussard Maîtresse de conférences en sociologie à l'Université Evry-Paris Saclay, chercheuse au Centre Pierre Naville
- Marc Loriol Sociologue, directeur de recherches au CNRS et chercheur à l'IDHES Paris 1

Congé menstruel : la validation de Lyon Métropole

Culture-rh.com, 04/04/2024

<https://culture-rh.com/conge-menstruel-france-lyon/>

Le congé menstruel, adopté dans plusieurs pays européens, est encore en réflexion à l'Assemblée Nationale. Pourtant, certaines entreprises françaises et administrations l'ont déjà validé avec enthousiasme.

Crise de l'attractivité : les dirigeants territoriaux en quête de solutions / NESSI Julien

Horizons publics, 04/2024, n° Hors-série Printemps 2024, p. 2-9

<https://www.horizonspublics.fr/crise-de-lattractivite-les-dirigeants-territoriaux-en-quete-de-solutions>

Plus de 1 600 dirigeants territoriaux ont participé à l'édition 2023 des Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS) pour réfléchir, échanger et partager les bonnes pratiques autour du casse-tête de l'attractivité dans les collectivités. Au-delà d'un constat partagé, l'enjeu est maintenant de passer à l'action et de mettre en place des solutions rapidement dans un contexte de marché du travail bouleversé et de métiers en forte tension.

Santé mentale : comment aider un salarié qui traverse un moment difficile ? 26/03/2024

<https://www.parlonsrh.com/media/sante-mentale-comment-aider-un-salarie-qui-traverse>

Dans un contexte où la santé mentale au travail est devenue une préoccupation majeure, les méthodes et statistiques récentes révèlent l'importance croissante de la prise en charge du bien-être mental des salariés par les employeurs. L'infographie réalisée par l'ANDRH, en partenariat avec Alan, nous présente la méthode REPOS.

La quête de sens au travail, dans les entreprises et administrations / BARFETY Jean-Baptiste

Administration, 01/2024, n° 281, p. 40-42

<https://www.cairn.info/revue-administration-2024-1-page-40.htm>

Le paysage actuel du travail en mutation suppose l'exploration de la quête de sens au travail. La « Grande Démission » et la supposée « épidémie de flemme » révèlent une aspiration à l'équilibre et à la recherche de sens, plutôt qu'un rejet du travail. L'article examine les facteurs influençant cette évolution, notamment la dégradation des conditions de travail et la demande croissante de travail ayant un impact positif sur la société. Il souligne l'importance de repenser la finalité et la culture organisationnelle pour répondre aux nouvelles attentes des travailleurs, notamment dans le service public, où le sens au travail est une exigence vivement ressentie.

Souffrance et travail - Fonction publique [Guide], 2024

<https://www.souffrance-et-travail.com/guides-pratiques/guide-de-la-fonction-publique/>

Le Droit de la Fonction Publique, tout le monde le sait, est d'une particulière complexité. Il existe de profondes différences entre le droit public et le droit privé qui modifient la prise en charge des agents en souffrance au travail, leur éventail de recours possibles, leurs réparations. . .

[↩ Retour sommaire](#)

Outre-Mer

Quelles sont les menaces qui pèsent sur la biodiversité Outre-mer ?

Francetvinfo.fr, 11/05/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/quelles-sont-les-menaces-qui-pesent-sur-la-biodiversite-outre-mer>

Avec une surface terrestre quatre fois plus petite que l'Hexagone, les Outre-mer abritent deux fois plus de mammifères, 2,5 fois plus d'oiseaux ou encore 8 fois plus de reptiles. À l'occasion de la journée mondiale des espèces menacées, Terre Outre-mer se penche sur les périls qui pèsent sur la biodiversité dans les territoires ultramarins.

La Région Réunion dévoile sa marque territoriale pour mieux valoriser les atouts du territoire

Outremers360.com, 02/05/2024

<https://outremers360.com/bassin-indien-appli/la-region-reunion-devoile-sa-marque-territoriale->

Ce jeudi 2 mai 2024, la Présidente de la Région Réunion Huguette Bello a révélé la marque de territoire La Réunion. Fruit d'un travail collectif conduit avec les acteurs socio-économiques du territoire et les Réunionnais, cette marque est un nouvel outil au service du développement local. Son objectif : donner plus de visibilité sur la scène nationale et internationale aux entreprises, talents et expertises de La Réunion pour maximiser les retombées positives en local.

Mayotte, le droit du sol en question

France Inter, 28/04/2024, 47 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/interception/interception-du-dimanche-28-avril-2024>

C'est un droit constitutionnel que le gouvernement veut réviser pour lutter contre l'immigration clandestine dans le 101e département français, Mayotte, où le droit du sol pourrait disparaître. Le fait de naître sur l'île ne suffirait plus pour acquérir la nationalité française, si la loi est votée.

Pour une alimentation durable [Dossier]

Ademe Outre-Mer, 03/2024, p. 5-9

<https://librairie.ademe.fr/consommer-autrement/6934-ademe-outre-mer-n-7-2024.html>

Du champ à l'assiette, notre façon de nous nourrir a des répercussions directes sur notre santé, le climat et la biodiversité, et un impact sur les pratiques agricoles et les procédés de fabrication. Aller vers une alimentation durable, c'est manger sain tout en respectant la planète. Tour d'horizons des initiatives en Outre-mer soutenues par l'ADEME

Sciences Humaines/Société

Les classes sociales face à l'écologie - La Terre au carré

France culture, 29/04/2024, 55 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceinter/podcasts/la-terre-au-carre/la-terre-au-carre-du-lundi-29-avril->

Aujourd'hui l'écologie sépare, voire oppose, celles et ceux qu'elle devrait réunir, tant elle reste dispersée entre des intérêts souvent antagoniques. Comment sortir de cette impasse ?

Avec :

- Jean-Baptiste Comby Sociologue, maître de conférences

"Face au brutalisme, les nécessaires métamorphoses d'une humanité connectée au vivant" - Entretien avec Patrick Viveret et Julie Chabaud

Dard/Dard, 04/2024, n° 10, p. 80-98

Dans cet entretien qui prolonge "La Traversée. Du temps des chenilles à celui des métamorphoses", qu'ils viennent de publier, la psychosociologue Julie Chabaud et le philosophe Patrick Viveret nous invitent, telle la chenille se transformant en papillon, à vivre une métamorphose en pleine conscience. De façon "mégalo-deste", en identifiant clairement le brutalisme des forces du chaos et en construisant un nouvel imaginaire, dans la joie de vivre et connectés au vivant, afin de "traverser le chaos de la chrysalide sans s'abîmer".

[↩ Retour sommaire](#)

Je pense trop

Cerveau&Psycho, 04/2024, n° 164, p. 45-57

Et si c'était la troisième guerre mondiale ? Si la situation internationale dégénérait encore plus, que les États-Unis se désolidarisent de l'Otan et que Poutine attaque la Pologne ? Vous êtes dans votre lit et vos pensées tournent en boucle après avoir vu les nouvelles du soir. Puis, vous pensez à votre ado qui veut partir en Jordanie l'été prochain avec un garçon que vous n'avez jamais vu. Est-ce qu'il n'y a pas eu des attentats récemment en Jordanie ? Penser à se renseigner. Et puis zut ! Ce fichu projet à présenter demain après-midi, vous êtes sûr ça va mal se passer. Ça va encore être la catastrophe. . .

Notre cerveau est une machine à envisager les différents scénarios possibles, nous explique le psychiatre David Gourion dans ce dossier. Parce que cela a augmenté nos chances de survie dans un monde hostile pendant des centaines de milliers d'années. Mais aujourd'hui, même sans prédateurs dans les parages, il continue à fonctionner de cette façon. Et quand il a vécu des épisodes difficiles, voire traumatisants, il ne cesse de nous repasser les images en boucle.

Ce dossier nous apporte plusieurs bonnes nouvelles. Quand on se force régulièrement à ne plus penser à une chose, cela finit par fonctionner. Et en s'entraînant à avoir des pensées rassurantes, on revient à une vision plus rationnelle des problèmes. Les stratégies antiruminations sont nombreuses et il faut se tester pour trouver celle qui nous convient le mieux. Ce qui veut dire qu'il y a une solution pour tout le monde !

Sécurité civile et publique

Baignades dangereuses : un panneau clair, lisible, signalant l'interdiction et le danger de la baignade suffira le plus souvent en responsabilité (indemnitaire voire pénale) / LANDOT Eric

Blog.landot-avocats.net, 02/05/2024

<https://blog.landot-avocats.net/2024/05/02/baignades-dangereuses-un-panneau-clair>

Il ressort d'un nouveau jugement, du TA de Pau, en matière de sécurité, de responsabilité et de baignades, qu'en cas de danger, un panneau « baignade interdite » et « plage non surveillée » s'il est très visible, suffisent à éviter que la commune ne soit considérée comme responsable.

Tribunal administratif de Pau, 27 mars 2024 : n°2103300

<https://www.observatoire-collectivites.org/spip.php?article9534>

Sécurité des JO : les policiers municipaux autorisés au cumul avec une activité privée

Lagazettedescommunes.com – Club RH, 29/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/926006/securete-des-jo-les-policiers-municipaux>

Pour remédier à la pénurie d'agents de sécurité pour les Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, les policiers municipaux sont invités à travailler dans le secteur privé. Une mesure qui n'enchant ni les syndicats, ni les premiers intéressés.

Pouvoir de police : quelle est l'étendue du rôle du médiateur des gens du voyage ?

Lagazettedescommunes.com, 24/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/925240/pouvoir-de-police-quelle-est-letendue->

Dans cette réponse écrite, le ministère de l'Intérieur fait le point sur les deux types de pouvoirs de police qui doivent être distingués en matière d'accueil des gens du voyage.

Régime juridique de la vidéoprotection au regard du RGPD

Lagazettedescommunes.com, 22/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/924743/regime-juridique-de-la-vidioprotection->

Une circulaire mise en ligne le 19 avril apporte des précisions quant à la mise en conformité du régime de la vidéoprotection avec le droit relatif à la protection des données opérée par la loi du 19 mai 2023 relative aux Jeux olympiques et paralympiques de 2024 et portant diverses autres dispositions.

<https://www.legifrance.gouv.fr/circulaire/id/45530>

[↩ Retour sommaire](#)

Services techniques et transitions écologiques

50 solutions pour adapter les rues au changement climatique

notre-environnement.gouv.fr, 07/05/2024

<https://www.notre-environnement.gouv.fr/actualites/breves/article/50-solutions-pour->

La voirie urbaine et les espaces publics doivent être adaptés à l'évolution du climat. Cela passe en partie par de nouveaux aménagements, dont le Cerema dresse un panorama.

<https://doc.cerema.fr/Default/doc/SYRACUSE/596755/adapter-la-voirie-urbaine->



Risques professionnels : une poubelle écoconçue améliore les conditions de travail

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 30

<https://www.lagazettedescommunes.com/925977/une-poubelle-ecoconcue-ameliore->

Des agents du département du Loir-et-Cher ont mis au point une poubelle ergonomique, afin de réduire la pénibilité au travail.

Le coût de la transition écologique des collectivités territoriales évalué à 21 milliards d'euros par an

Economie.gouv.fr, 02/05/2024

<https://www.economie.gouv.fr/actualites/cout-transition-ecologique-collectivites-territoriales#>

L'Inspection générale des finances (IGF) a publié un rapport sur les investissements des collectivités territoriales qui évalue le coût annuel de la transition écologique à 21 milliards d'euros. Le document présente, également, une série de mesures pour rendre l'investissement local plus efficace et au meilleur coût.

La forêt française, un bien commun en danger : Des écosystèmes précieux pour faire face au dérèglement climatique / PUCHOT Pierre

Monde diplomatique (Le), 05/2024, n° 842, p. 16-17

En France, les trois quarts de la forêt demeurent privés, et souvent exploités selon des pratiques disparates et impropres. Les vieilles forêts ont, elles, disparu des plaines, et ne représentent plus que 2 à 3% de la couverture forestière en métropole. C'est pourtant là que se situent les enseignements et la richesse génétique à même de sauver ce qui peut l'être face au changement climatique.

Sylvain Waserman : « Faisons confiance aux citoyens et aux élus sur la transition écologique »

Lagazettedescommunes.com – Club Techni.cités, 30/04/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/926258>

Le président de l'Ademe, Sylvain Waserman, a créé un réseau d'élus référents afin de les faire monter en compétences et d'amener les collectivités à se poser les bonnes questions, dans un contexte devenu de plus en plus complexe.

Compétence GEMAPI : Etat des lieux [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 04/2024, n° 4, p. 201-222

Au sommaire :

- Gemapi et responsabilité administrative : le cas des cours d'eaux non domaniaux par Raphaël Meyer
- La taxe Gemapi, véhicule de financement de la compétence éponyme par David Ytier
- Gemapi et intercommunalités - Questions à . . . Oriane Cébile
- Bilan des modes de gestion de la compétence Gemapi par Morgane Letanoux
- Mise en oeuvre opérationnelle de la compétence Gemapi : déclaration de projet de travaux et autorisation environnementale par Rémi Bonnefont



Changement de paradigme pour faire face aux crues

Techni.cités, 04/2024, n° 372, p. 36-37

<https://www.lagazettedescommunes.com/923387/isere-amont-changement-de-paradigme>

Les trois crues de l'Isère fin 2023 ont démontré l'efficacité des travaux menés pendant dix ans dans le cadre du projet Isère Amont qui vise à redonner de l'espace à la rivière. Les équipes ont tout de même été mobilisées 24 heures sur 24 pendant plusieurs jours.

[Retour sommaire](#)



S'adapter au dérèglement climatique : Des stratégies locales d'atténuation à prendre en compte ! [Dossier]

Dard/Dard, 04/2024, n° 10, p. 14-78

- Littoraux, quartiers afro-américains de Chicago, territoires ultramarins. . . Affronter les futurs inconfortables des territoires menacés, par Sylvain Grisot
- Inondations dans le Pas-de-Calais : Adapter les territoires au dérèglement climatique, c'est le transformer, par Maxime Verdin
- La stratégie de la "ville perméable" à Lyon : Un partenariat fructueux entre chercheurs et acteurs opérationnels, par Jérémie Bonneau, Mathieu Gautier et Damien Tedoldi
- Le cas des territoires littoraux : A la recherche de l'adaptation, par Marie Banâtre et Sophie Dulau
- Récit anticipatif : Une génératrice à adaptations, par Hervé Chaygneaud-Dupuy

Prendre en compte la qualité des sols

Techni.cités, 04/2024, n° 372, p.32-34

<https://www.lagazettedescommunes.com/923385/zan-des-indicateurs-pour-prendre-en->

L'objectif du zéro artificialisation nette des sols en 2050 a mis en lumière le rôle du sol et la nécessité d'en prendre soin à travers un urbanisme adapté. Le Cerema élabore des indicateurs pour évaluer leur fonctionnalité.

<https://www.inrae.fr/actualites/sante-sols-lancement-du-projet-benchmarks>

<https://www.cerema.fr/fr/actualites/projet-muse-integrer-multifonctionnalite-sols-documents>

<https://bibliothèque.ademe.fr/sols-pollues/3923-destisol-les-sols-une-opportunitè-pour->

L'organisation écoresponsable des services publics / MORO Christine

fpte.fr, 03/2024, 33 p.

<http://fpte.fr/wp-content/uploads/2024/04/FPTE-organisation-ecoresponsable.-Dossier-2e-ED.pdf>

[. . .] Les effectifs de la Fonction publique (20 % de l'emploi) et le poids de la commande publique (8 % du PIB), ainsi que l'exemplarité attendue des conduites et des choix effectués, confèrent aux services publics – qu'ils relèvent de l'Etat, des collectivités territoriales ou de la fonction publique hospitalière – un rôle central pour la réalisation de la transition écologique de l'ensemble du pays. . .

<http://fpte.fr/wp-content/uploads/2024/04/FPTE-organisation-ecoresponsable.-Fiche->

Social/Santé

Comment gérer la fin de vie ? Les dispositions adoptées dans les pays industrialisés / PERELMAN Sergio, PESTIEAU Pierre

Futuribles, 05/2024, n° 460, 45-59 p.

<https://www.cairn.info/revue-futuribles-2024-3-page-45.htm>

Emmanuel Macron a annoncé, début mars 2024, vouloir présenter un projet de loi sur la fin de vie qui, après un avis favorable du Comité consultatif national d'éthique reconnaissant la possibilité d'une forme d'aide active à mourir, et une mission d'évaluation de la loi Claeys-Leonetti (qui, depuis 2016, renforce les droits des patients et des personnes en fin de vie), a fait l'objet d'une Convention citoyenne, dont les conclusions ont été présentées en avril 2023, et enfin d'un rapport sur les soins palliatifs fin 2023. Ce projet de loi sur la fin de vie (dont le président de la République a précisé l'esprit en mars) devrait être présenté au printemps 2024, puis soumis à l'Assemblée nationale et au Sénat.

Dans une telle perspective, l'article de Sergio Perelman et Pierre Pestieau que nous publions ici présente un utile panorama des dispositions et pratiques fort différentes qui sont en vigueur dans les pays industrialisés, caractérisés, comme on le sait, par un vieillissement accéléré en raison de la baisse de la natalité et de l'allongement de la vie. Au préalable, les auteurs soulignent utilement la différence entre les soins de santé, de nature curative, qui visent donc la guérison et à maintenir les patients en vie, et ceux dont l'ambition est plutôt d'améliorer la « qualité de la mort ». Comment et où mourrons-nous demain ? Leur texte révèle combien les disparités sont grandes selon les pays, en ce qui concerne notamment les soins palliatifs, l'euthanasie et le suicide assisté, ainsi d'ailleurs que la prise en charge des coûts, plus ou moins supportés par la Sécurité sociale et les familles.

[↩ Retour sommaire](#)

Sieste, repas, cueillette. . . la crèche en plein air, testée et approuvée

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/05/2024, n° 2714-2715, p. 48-49

POURQUOI ?

L'accueil en plein air réduit le stress des enfants. Il encourage aussi la coopération et développe leur créativité. Les siestes dehors sont plus longues et réparatrices.

POUR QUI ?

Les enfants en profitent, ainsi que les professionnelles de la petite enfance, qui trouvent dans ce projet pédagogique du sens à leur travail.

COMMENT ?

La PMI ne s'est pas facilement laissé convaincre. Un protocole d'accueil a été spécifiquement élaboré pour le climat breton et les professionnelles ont été formées.

Rennes (Ille-et-Vilaine) 225 100 hab.

État et seniors : au défi du bien- vieillir

Vie-publique.fr, 25/04/2024

<https://www.vie-publique.fr/rapport/293899-etat-et-seniors-au-defi-du-bien-vieillir-rapports>

À l'horizon 2030, les plus de 65 ans seront plus nombreux que les moins de 15 ans. En 2050, un tiers de la population aura plus de 60 ans et 4 millions de seniors seront en situation de perte d'autonomie. Pour répondre aux aspirations et aux besoins des personnes âgées, les politiques publiques doivent intégrer plusieurs volets : accompagnement de la transition démographique, adaptation de la société, aides à la mobilité, rupture de l'isolement social. . .Le maintien à domicile ayant la faveur des seniors, il s'agit d'adapter les logements mais aussi de diversifier les modes d'habitat. Au-delà des politiques de l'âge, les politiques publiques du cadre de vie sont appelées à répondre aux enjeux du vieillissement de la population. La BRP vous propose de découvrir sa sélection de rapports.

Service public de la petite enfance : Sarah El Haïry lance « France Familles »

Lesprodelapetiteenfance.fr, 23/04/2024

<https://lesprodelapetiteenfance.fr/service-public-de-la-petite-enfance-sarah-el-hairy->

La ministre déléguée chargée de l'Enfance, de la Jeunesse et des Familles, Sarah El Haïry, a débuté lundi 22 avril à Nantes un tour de France pour aller à la rencontre des élus locaux, dans le cadre du déploiement du service public de la petite enfance.

La participation citoyenne directe dans les politiques de solidarité : Bilan et perspectives / BURSTIN Anne, OLIER Lucile, SEILER Carine

Inspection générale des affaires sociales, 04/2024, 127 p.

<https://www.igas.gouv.fr/La-participation-citoyenne-directe-dans-les-politiques-de-solidarite->

Le rapport dresse un état des lieux des pratiques de participation citoyenne dans le champ des solidarités, en s'attachant particulièrement à l'implication directe des personnes concernées dans trois politiques publiques : lutte contre la pauvreté, accompagnement du handicap et du grand âge.

Comprendre la précarité mobilité dans les zones rurales

Secours catholique, 2024

<https://www.secours-catholique.org/m-informer/publications/territoires-ruraux-en-panne-de-mobilite>

Avec son réseau maillant tout le territoire français, le Secours Catholique est parfois la seule association caritative présente dans certains territoires ruraux parmi les plus enclavés. Nos équipes locales se démènent pour offrir des solutions aux besoins de mobilité des personnes, par l'octroi de micro-crédits ou d'aides financières pour l'achat d'un véhicule, ou par des dispositifs de transport solidaire. Mais ces réponses ne suffisent pas face à l'ampleur des besoins, d'autant qu'il manque de chauffeurs bénévoles, du fait de leur propre précarité face à la hausse des prix du carburant.

[↩ Retour sommaire](#)



Pour aller plus loin...

Sites internet

démocratieS, le média critique de la participation

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

Bibliothèque des Initiatives RH

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

La Base du numérique d'intérêt général

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

Territoires audacieux, 2019

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

Territoires conseil

Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

La 27^{ème} Région


<http://www.la27eregion.fr/>

LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

M3 La prospective de la Métropole de Lyon

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale. Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[↩ Retour sommaire](#)



Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT

Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : documentation.insetangers@cnfpt.fr

[Retour sommaire](#)

Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1
www.cnfpt.fr

Directrice de publication : **Marion Leroux**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2024 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)